

RÉGIONS : Une initiative cantonale pour le chèque scolaire vaudois sera lancée cet automne

Date de parution: Mercredi 6 août 2008

Auteur: Laurent Caspary

VAUD. L'association Lobby Parents va commencer la récolte de signatures avant la fin de l'année, malgré les réticences des écoles privées. L'école vaudoise croule sous les initiatives. Une a déjà été déposée, et deux autres sont en préparation.

«Pour nous, c'est le moment d'y aller.» Cet automne, l'association Lobby Parents, présidée au niveau vaudois par Susanne Bergius, va lancer une nouvelle initiative cantonale. «Nous sommes en train de former le comité d'initiative», précise cette Yverdonnoise, mère de trois enfants, qui est également vice-présidente de Lobby Parents Suisse. L'initiative va demander la création d'un chèque scolaire -que les initiants nomment «forfait par élève»- permettant aux parents de placer leurs enfants dans les établissements de leur choix grâce aux subventions de l'Etat.

Le libre choix de l'école, une idée qui fait largement débat en Suisse alémanique: il existe des projets d'initiative dans les cantons de Soleure, Zurich, Saint-Gall, Lucerne, Argovie, Appenzell Rhodes-Extérieures, Bâle-Ville et Thurgovie. Elle sera soumise au peuple pour la première fois à Bâle-Campagne le mois prochain. La question fait d'ailleurs largement partie de la rentrée politique suisse, comme l'a prouvé le PDC en présentant hier ses variantes sur le libre choix de l'école (LT du 05.08.2008).

Un politicien par parti

Pour Susanne Bergius, la période est donc idéale pour lancer une initiative populaire dans le canton de Vaud sur le chèque scolaire. Et tant pis si les résistances sont encore grandes de ce côté-ci de la Sarine, notamment de la part des écoles privées, qui craignent une perte d'autonomie, tout comme de la part des partis politiques, encore divisés sur la question.

«Je peux le comprendre, c'est un sujet qui partage beaucoup de monde. De notre côté, et en tant qu'association de parents neutre sur le plan politique, nous souhaitons un comité d'initiative large: des parents d'élèves ainsi que des enseignants du public et du privé. Pour ce qui concerne les politiciens, parmi lesquels nous avons des partisans dans tous les partis, nous en intégrerons un par parti dans le comité d'initiative.» Sont ainsi déjà annoncés adhérents: le PDC et conseiller national Jacques Neirynek, la radicale Christa Calpini, l'UDF Jérôme Wuilliamoz, la PS Marie-Jocelyne Michel et le député UDC Félix Glutz.

Si les initiants réussissent à récolter 12000 signatures en quatre mois, le Conseil d'Etat devra faire voter l'initiative dans les deux ans, à moins qu'un contre-projet ne soit présenté. Dans ce cas, un an supplémentaire peut être accordé. Actuellement en vacances, la conseillère d'Etat Anne-Catherine Lyon, cheffe du Département de la formation, n'a pu être atteinte pour réagir à l'annonce de cette nouvelle initiative touchant l'école. Mais la socialiste a déjà affirmé à maintes reprises son opposition à l'idée du libre choix de l'école, défendant les «valeurs républicaines» de l'école publique.

Approches différentes

Les partisans du chèque scolaire demandent un financement équivalent des écoles publiques et des écoles privées agréées au prorata du nombre d'élèves et basé sur son coût moyen en école publique, estimé à environ 15000 francs suisses. «Notre objectif est de contribuer à l'épanouissement de l'enfant et de favoriser l'égalité des chances en permettant une offre pédagogique diversifiée et le droit de choisir l'école qui convient au mieux à l'enfant», dit Susanne Bergius. La présidente de Lobby Parents Vaud -qui revendique environ 200 membres- estime que l'on pourrait mettre l'accent sur l'apprentissage bilingue, le sport, les arts, ou accéder à des méthodes et des approches d'enseignement différentes, comme celles des écoles Steiner, Freinet ou Montessori. Et l'école publique, quel sort lui est réservé si l'initiative devait passer la rampe? «La grande majorité des élèves restent à l'école publique dans les pays nordiques qui connaissent le libre choix», répond Susanne Bergius.

Débat permanent

De son côté, l'école vaudoise continue encore et toujours de faire débat. En plus de l'initiative qui demande notamment le retour des notes dans le primaire («Ecole 2010, sauver l'école») déposée ce printemps munie de 15000 signatures, le Parti radical vaudois a déclaré son intention de lancer une

initiative pour l'accueil continu à l'école (LT du 20.05.2008), probablement dans le courant de l'année 2009.

«Nous ne sommes pas encore prêts, mais nous travaillons sur le texte», précise Christa Calpini, présidente de l'Association des femmes radicales vaudoises, à l'origine de cette démarche. En attendant, Christa Calpini annonce qu'elle ira récolter des signatures en faveur de l'initiative de l'association Lobby Parents pour le chèque scolaire.

© Le Temps. Droits de reproduction et de diffusion réservés. www.letemps.ch